

DES ÉTATS-UNIS AU MONDE ENTIER : À BAS LE RACISME ET LES VIOLENCES POLICIÈRES !

L'onde de choc créée par le meurtre de George Floyd à Minneapolis continue de se propager. Aux États-Unis, des centaines de milliers de personnes ont manifesté pour crier leur colère contre ce meurtre d'un homme à terre et menotté, sinistre écho de l'époque des lynchages et de la ségrégation. Ce genou sur le cou de George Floyd, c'est celui qui écrase depuis longtemps les Noirs américains, discriminés au travail, pour le logement, dans l'éducation et la santé, qui ont payé un lourd tribut au coronavirus.

L'explosion de colère de ces derniers jours est sans doute aussi alimentée par la crise terrible que traverse la classe ouvrière américaine, avec ses 41 millions de travailleurs licenciés, ces dizaines de millions de personnes qui font la queue à l'aide alimentaire, tandis que Wall Street a retrouvé sa santé d'avant l'épidémie.

L'extension des manifestations au monde entier résulte du fait que, partout, le racisme est présent. Partout, les violences s'abattent sur ceux qui, aux yeux des policiers, n'ont pas la bonne couleur de peau, la bonne nationalité et qui ont aussi, comme George Floyd, le tort d'être pauvre.

En France, des dizaines de milliers de personnes ont manifesté, malgré les interdictions. Le ministre Castaner s'en est offusqué, expliquant que la France est différente des États-Unis, et qu'ici la police n'est pas raciste. « Des violences policières en France, cela n'existe pas », a renchéri le président des Républicains, tandis que le Rassemblement national appelait à réprimer les manifestations.

La réalité, c'est que la police tue ici aussi, comme le sait la famille d'Adama Traoré, qui se bat depuis des années pour faire la vérité sur son décès aux mains des gendarmes. Il y a un mois, deux policiers marseillais ont été condamnés pour avoir brutalisé un jeune Afghan ; après quoi, un des deux avait dit à l'autre : « Ça fait du bien ! ». À L'Île-Saint-Denis, fin avril, des policiers ont tabassé un Égyptien qu'ils

avaient sorti de la Seine. « Un bicot, ça nage pas », avait dit l'un. Il y a quelques jours, un groupe Facebook de milliers de policiers débordait de propos orduriers.

Oui, la police est à la fois traversée par le racisme et la violence, en particulier contre les immigrés et les plus pauvres. La classe capitaliste et son État s'appuient sur elle. Partout, police et État défendent un système fondé sur l'exploitation et sur les inégalités sociales. Partout, la police et l'armée veillent à ce que les opprimés subissent l'oppression sans se révolter. Partout, elles défendent la propriété privée de l'économie et le sacro-saint profit.

Et, partout, le capitalisme charrie avec lui tous ces préjugés qui opposent les prolétaires entre eux : le racisme, le nationalisme, la xénophobie et le sexisme. Partout, le capitalisme divise pour mieux régner, il dresse les pauvres contre d'autres pauvres. Et partout, à Minneapolis comme ailleurs, les États capitalistes reposent sur des hommes de main qui entretiennent ces divisions.

Alors, il faut espérer que le combat engagé ces jours derniers contre le racisme et les violences de la police se poursuive, qu'il s'amplifie et qu'il s'attaque à la racine du mal, au capitalisme lui-même.



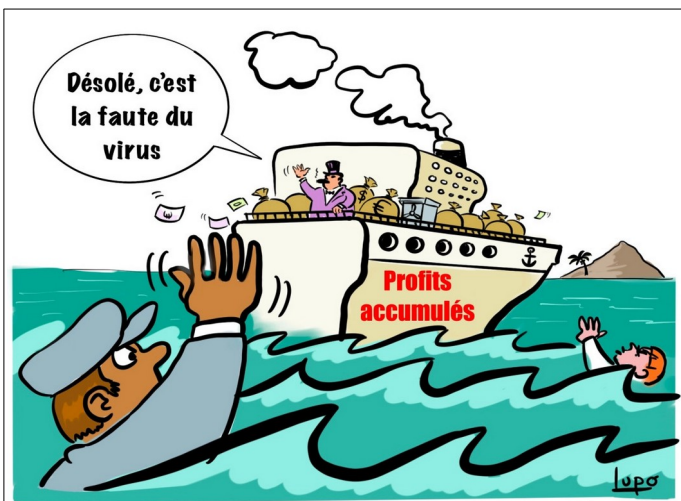
Pour lire notre éditorial dans son intégralité :
<https://www.lutte-ouvriere.org/editoriaux/des-etats-unis-au-monde-entier-bas-le-racisme-et-les-violences-policieres-148879.html>

Menaces contre les travailleurs de Renault

Renault veut se débarrasser de 15 000 travailleurs, 4 600 ici, 10 000 à l'étranger.

Les travailleurs du site de Maubeuge se sont mobilisés. Et un millier de personnes ont manifesté samedi 6 juin contre la fermeture annoncée du site de Choisy. Devant les premières réactions, la direction louvoie, modifiant ses annonces dans ses discours sans rien changer à ses objectifs globaux. C'est aussi la tactique de l'ensemble du patronat qui partout prend prétexte de la crise sanitaire pour s'en prendre à l'ensemble de la classe ouvrière.

Pas question qu'on subisse cela ! S'il y a moins de travail, il faut le répartir entre tous, avec maintien du salaire. Si le rythme du travail est moins intense, tant mieux, mais tous ainsi garderont leur emploi. Cela diminuera la part des actionnaires ? Ils se sont déjà trop enrichis dans le passé. Ce sont les travailleurs qui créent les richesses, ce n'est pas à eux de payer pour une crise dont les capitalistes sont responsables.



AT France (Troyes) : une prime en trompe-l'œil

La direction de l'usine des andouillettes de Troyes a annoncé une prime de 100 euros à ceux qui avaient travaillé le jeudi de l'Ascension. Cela fait des années que les salaires sont au plus bas et les primes au minimum de la convention collective. Par contre, pour produire plus avec moins de personnel, les conditions de travail n'ont pas cessé de se dégrader. Même en pleine épidémie de Covid-19, la production ne s'est jamais complètement arrêtée malgré la baisse de débouchés due à la fermeture des restaurants.

Avec cette prime, le patron espère peut-être nous préparer à produire à plein rendement pendant l'été, y compris les samedis. Alors comme ailleurs, il faudra nous battre collectivement pour de vraies augmentations de salaires et de meilleures conditions de travail.

Troyes : manifestation contre les violences policières

Samedi 6 juin à Troyes, une centaine de manifestants ont tenu à participer à la vague de protestation internationale contre le racisme déclenchée par la mort de George Floyd, un Noir américain mort étouffé par un policier.

Ils ont également dénoncé les pratiques de la police française car, contrairement à ce que prétend le gouvernement, la violence policière n'est pas une spécificité américaine. L'État français lui aussi n'hésite pas à faire usage de la force contre les classes populaires : il y a quelques mois, de nombreux gilets jaunes ont été mutilés par les forces de l'ordre.

Quant aux violences contre de jeunes Noirs, plusieurs cas dramatiques existent aussi en France. En 2016, Adama Traoré est mort entre les mains des gendarmes lors d'une interpellation musclée, et la justice les a couverts. L'an dernier, le jeune troyen Zakaria Touré soigné pour une violente crise à l'hôpital décède suite à l'intervention de la police. La famille et les proches de Zakaria, présents à la manifestation, réclament toujours la vérité.

Dans un contexte où la crise sanitaire sert de prétexte au gouvernement pour interdire les rassemblements de plus de 10 personnes, les manifestants ont montré leur détermination à lutter contre les violences policières et pour exiger justice pour Adama et Zakaria.

Sociétés de ménage : même pas de masques pour travailler !

Depuis plusieurs années, les sociétés de ménage fleurissent dans l'agglomération troyenne. Si certaines sont de grandes entreprises nationales voire internationales telles Onet ou Derichebourg, d'autres plus locales comme Ménagez-moi ou AGNet sont en pleine expansion. Mais toutes ces sociétés ont en commun d'imposer des salaires au ras des pâquerettes, des horaires variables et même un manque de matériel. Ainsi, plusieurs d'entre elles n'ont même pas été capables de fournir des masques aux salariées pendant tout le confinement. Et depuis le déconfinement toujours rien !

Chez AGNet, les travailleuses en sont rapidement arrivées à se fabriquer elles-mêmes des masques de protection alors qu'elles nettoient des lieux très fréquentés comme les parties communes des immeubles. Les patrons ont radiné sur les masques de protection des travailleurs, mais à force de tirer sur l'élastique...

Les « héros » de la Santé et du Social manifestent leur colère

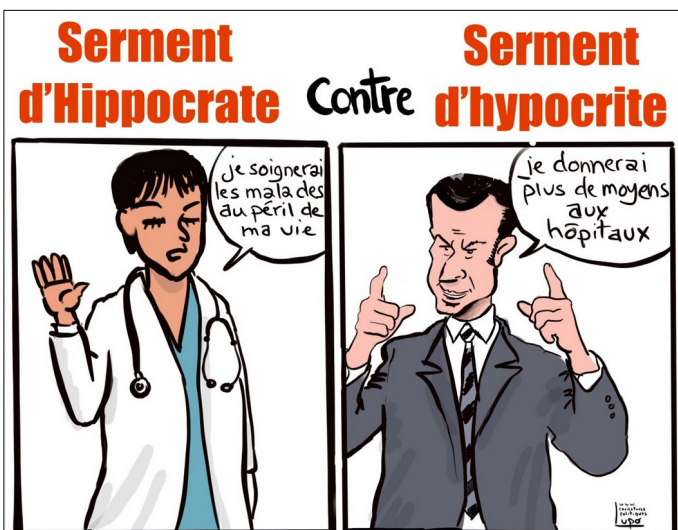
Lors des « mardis de la colère », les travailleurs sociaux, médico-sociaux et soignants manifestent leur colère chaque mardi, à Troyes aussi.

Il a été beaucoup question, à juste titre, du dévouement des soignants à l'hôpital et dans les Ehpad, mais les personnels des foyers de la protection de l'enfance, des centres d'accueil et d'hébergement ou de demandeurs d'asile, des instituts pour personnes handicapées, des crèches, des structures psychiatriques, etc., ont aussi beaucoup donné dans cette période de crise sanitaire.

Ces travailleurs que Macron et les ministres honorent comme des héros sont aujourd'hui épuisés voire traumatisés. Ils ont aussi de quoi être écœurés par les gestes hypocrites de compassion, hommages, distribution de médailles et autre prime que les hospitaliers reçoivent mais que les personnels des Ehpad attendent toujours. Pour certaines catégories, la prime est « en cours de discussion »... Non, ça ne va pas le faire !

Les personnels des secteurs de la santé et du social ne se satisfont pas de promesses ni d'une prime versée une seule fois. Ce qu'ils veulent, c'est pouvoir travailler en nombre suffisant, de véritables augmentations de salaire, et pas de médailles en chocolat ! Il faut des moyens humains et financiers supplémentaires.

Les travailleurs de la santé vont faire grève et manifester le 16 juin pour défendre leurs droits, rejoints par ceux de la métallurgie et de la chimie, en lutte contre les licenciements. C'est le moment de leur montrer une solidarité active : descendre dans la rue avec eux pour leurs revendications et la santé de tous.



France Teinture (Troyes) : l'État sert la soupe au patronat

Dans bien des entreprises du textile, une bonne partie de l'effectif était au chômage partiel pendant le confinement. À France Teinture, seuls 20 % des travailleurs étaient encore en poste.

Pour le patron c'était un moyen de faire payer les salaires par l'État. C'est le gérant de l'entreprise lui-même qui s'en est vanté, prétextant qu'il n'y a pas de raison que seuls Air France et Renault en profitent...

PETIT BATEAU (Troyes)

La semaine de 4 jours passe à la trappe

La direction de Petit Bateau a modifié les horaires à la production depuis la reprise sous prétexte de limiter le nombre de masques portés par jour. Des ouvrières qui travaillaient sur 4 jours du lundi au jeudi doivent désormais le faire sur 5, avec des horaires journaliers réduits.

Cela ne fait pas l'affaire de celles qui habitent loin, notamment à proximité des anciens sites Petit Bateau de Virey-sous-Bar (32 km) ou de Tonnerre dans l'Yonne (60 km). Il y a plusieurs années, la production a été regroupée à leurs dépens sur le site de Troyes avec la maigre « compensation » de ne se déplacer que 4 fois par semaine. C'est 5 allers-retours hebdomadaires à présent.

Un changement provisoire le temps du risque sanitaire comme l'a présenté la direction ? Faudrait pas qu'elle nous balade trop longtemps !

La prime d'intéressement reportée

La direction de Petit Bateau veut faire avaler aux travailleurs le retard de la prime d'intéressement, au motif que le virus impacte les ventes. Initialement prévue au début de la période du confinement, la prime serait reportée à juillet. Et tant pis pour ceux qui comptaient sur cet argent rapidement.

Pourtant Petit Bateau fait partie d'un grand groupe, le groupe Rocher, qui déclarait 2,5 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2018.

Alors, de l'argent accumulé sur le dos des travailleurs, il y en a !

Pour nous contacter :

troyes@lutte-ouvriere.org ou 06 35 14 73 72